



Liberté • Egalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFET DE LA RÉGION  
NORD - PAS-DE-CALAIS

Direction régionale de  
l'environnement, de l'aménagement  
et du logement

Unité Territoriale du Littoral  
Rue du Pont de Pierre  
CS 60036  
59820 GRAVELINES

Affaire suivie par :  
Caroline TAIN

Tél : 03 28 23 81 55

Fax : 03 28 65 59 45

[caroline.tain@developpement-durable.gouv.fr](mailto:caroline.tain@developpement-durable.gouv.fr)

RAPPORT DE VISITE  
D'INSPECTION

Gravelines, le - 3 FEV. 2015

H:\Commun\2\_Environnement\1\_Etablissements\Equipe\_G3\Autres établissements\TRB\_Nesles\_070.00925\1 -  
Inspections\2015\_01\_13\_IA- pollution\TRB\_nesles\_RAPVI\_070.00925\_20150203.odt

<b>ÉQUIPE :</b>	G3
<b>N°S3IC :</b>	070.00925
<b>Type d'établissement :</b>	A
<b>Type d'inspection :</b>	approfondie

- **Date de la visite d'inspection** : 13 janvier 2015
- **Raison sociale** : TRB
- **Adresse du siège social** : 7, avenue de Neuville  
62152 NESLES
- **Adresse de l'établissement** : 7, avenue de Neuville  
62152 NESLES
- **Activité** : Fabrication de matériaux réfractaires
- **Personnes rencontrées** : M. ADAM, directeur-adjoint  
M. POLLET, R. production  
Mme FAUQUET, R. méthode HSE du groupe CB
- **Inspecteur de l'environnement** : Caroline TAIN - Ingénieur de l'industrie et des mines
- **Objet** : visite suite à accident sur site avec pollution d'un cours d'eau

## Sommaire

### Annexes

- |   |                                       |
|---|---------------------------------------|
| 1- Objet de la visite d'inspection                      | 1- FDS du Noramox                     |
| 2- Présentation de l'installation                       | 2- Consigne de dépotage               |
| 3- Description de l'accident et information de la DREAL | 3- Consigne contrôle des EIPS         |
| 4- Résultats de la visite d'inspection du 13/01/2015    | 4- Photos du 13/01/2015               |
| 5- Conclusion   | 5- Projet d'arrêté de mise en demeure |
| 6- Suites proposées                                     | 6- Projet d'arrêté d'urgence          |
|   | 7- Lettre de suites                   |

### 1.- Objet de la visite d'inspection

Cette inspection s'inscrit dans le cadre des visites d'inspection approfondies de la DREAL Nord-Pas-de-Calais au titre de l'année 2015.

Elle fait suite à un accident survenu sur le site le 12/01/2015.

### 2.- Présentation de l'installation

L'activité de la Société TRB consiste en la fabrication de béton réfractaire et de masses de bouchage. Cette société est située sur la commune de Nesles. Elle appartient au groupe Carrières du Boulonnais. Elle dispose d'arrêtés préfectoraux d'autorisation d'exploiter en date du 11/08/1977 et du 02/01/1997 complétés par un arrêté préfectoral complémentaire du 15/04/2003.

Un arrêté préfectoral complémentaire en date du 25/10/12 a imposé à la société TRB la réalisation d'un diagnostic des milieux et la mise en place d'un suivi piézométrique.

Cet arrêté a par ailleurs également prescrit la mise à jour du dossier de demande d'autorisation du site.

### 3.- Description de l'accident et information de la DREAL

Lundi 12/01/2015, à 15h, la société CITENORD arrive au pont bascule du site de TRB à Nesles pour livrer du produit Noramox dans la cuve n°7 (matière première liquide utilisée comme tensio-actif dans la production de masses de bouchage Atelier 2).

L'étiquetage du Noramox selon la directive CLP est la suivante :

Toxicité aigue 4 H302

Irritation cutanée 2 H315

Lésions oculaires graves 1 H318

Toxicité aigue pour le milieu aquatique 1 H400

Monsieur Raymond Detout (responsable pont bascule) accompagne le transporteur sur les lieux, assiste au démarrage du dépotage puis quitte les lieux. Aucun employé du site n'assiste au dépotage.

A 16h, le cariste du chargement silos M. Beutin constate que la cuve déborde par le haut, il prévient Monsieur Sylvain Ruffin (responsable process) qui prévient M. Detout lui-même prévenant M. Pollet.

Celui-ci se rend sur les lieux et constate une pollution du milieu naturel. Il ordonne la fermeture des vannes de rétention des eaux de ruissellement de la zone de dépotage pensant ainsi stopper la pollution.

Le lendemain, mardi 13/01/2015 à 8h, M pollet constate toujours la pollution au niveau du ruisseau (mousse importante), fait le tour de la cuve n°7 et constate la présence d'une vanne ouverte derrière la cuvette de rétention de la cuve (servant à la vidange des eaux de pluie de celle-ci ). M. Pollet réalise alors la fermeture immédiate de cette vanne.

Les actions suivantes sont ensuite réalisées :

- Cadenas posé sur la vanne.
- Communication vers la DREAL le 13/01/2015 au matin par téléphone et vers la mairie (le maire est employé du site).
- Intervention de la société SITA pour faire pomper les rétentions et empêcher les eaux de rejoindre le milieu naturel.
- Nettoyage par furet des réseaux par la société SITA
- Réalisation de prélèvements dans le milieu naturel.

#### **4.- Résultats de la visite du 13 janvier 2015**

Suite à l'information par l'exploitant le 13/01/2015, la DREAL s'est rendu sur le site le 13/01/2015 vers 14h.

Lors de la visite de la DREAL les opérations de nettoyage des réseaux étaient en cours par la société SITA (matériel de nettoyage des réseaux et 2 camions citernes de pompage).

Les opérations de nettoyage des réseaux provoquent le moussage du Noramox qui se déverse dans le ruisseau par le réseau eaux pluviales.

Le 13/01/2015 vers 16h un ballon est mis en place en sortie du réseau pour limiter les fuites vers le ruisseau (le réseau eaux pluviales n'est pas muni de vannes de confinement). Le réseau monte en pression et des fuites sont observées au niveau de la limite du site le long de la route (résurgences d'eau en provenance du site par le sol à proximité de canalisations eaux pluviales du site identifiées comme très détériorées).

La DREAL constate la présence d'une couche de mousse d'environ 15 cm sur une vingtaine de mètres dans le ruisseau à environ 400 m en aval du site.

Lors de sa visite, la DREAL a entendu les personnes suivantes :

- M. Adam, directeur adjoint,
- M. Pollet, responsable production,
- Mme Fauquet, responsable méthode HSE du groupe CB,
- M. Detout, responsable pont bascule, présent au démarrage du dépotage le 12/01/15,
- M. Fourcroy, chef d'équipe en poste le 12/01/15 après midi.

La DREAL a procédé à l'examen des documents suivants :

- fiche de sécurité (FDS du Noramox),
- consignes de travail sur le dépotage/stockage et utilisation des matières premières liquides. (référence : CT\_PPR-DEPOTAGE/UTILISATION-MPL-révision 2 du 08/02/2011),
- consigne de travail sur le contrôle et le suivi des EIPS (référence : CT-MTN-contrôle suivi EIPS, révision 0 du 04/04/2014).

## Des auditions et de l'examen des différents documents il ressort que :

### 1) la procédure de dépotage n'a pas été respectée. En effet :

- le dépotage s'est effectué en grande partie sans la présence de l'exploitant (le chef d'équipe n' a pas assisté au dépotage),  
M. Detout, chef d'équipe a indiqué à la DREAL que les chefs d'équipe assistaient au dépotage du Carbores T60 mais jamais au dépotage du Noramox,
- que la vanne de la cuvette de rétention était en position ouverte et que la vérification de la position de la vanne n'a pas été réalisée avant le dépotage,
- que l'opérateur présent en début de dépotage n'était pas formé à la procédure mise en place,
- que l'alarme sonore reliée au détecteur de niveau de la cuve ne fonctionnait pas et que la vérification de son bon fonctionnement avant dépotage n'avait pas été réalisée.

Ces faits sont contraires aux dispositions de l'article 15.7.3 alinéa 5 de l'arrêté préfectoral du 02/01/1997 qui dispose :

**"L'exploitation du dépôt, notamment les approvisionnements se fera sous la surveillance d'une personne spécifiquement formée sur les dangers des produits agro-pharmaceutiques"**

### 2) le personnel n'est pas correctement formé aux risques et aux consignes :

- M. Detout, responsable Pont bascule, n'est formé ni aux risques des produits, ni à la procédure de dépotage.
- M. Fourcroy, chef d'équipe n'est pas formé à la procédure de dépotage.

Ces faits sont contraires aux disposition de l'article 15.7.3 alinéa 5 de l'arrêté préfectoral du 02/01/1997 qui dispose :

**"L'exploitation du dépôt, notamment les approvisionnements se fera sous la surveillance d'une personne spécifiquement formée sur les dangers des produits agro-pharmaceutiques".**

### 3) le suivi des EIPS est insuffisant :

Une liste des EIPS avec le type de contrôle à réaliser a été établie par l'exploitant.

Cette liste est insuffisamment précise dans la dénomination des EIPS et dans la description des contrôles à effectuer.

Aucune consigne sur les vérifications précises à effectuer n'a été rédigée.

Aucune traçabilité des contrôles effectués n'est mis en place.

Le signal d'alarme sonore anti-débordement de la cuve de Noramox n'est pas repris dans la liste des EIPS.

L'exploitant doit engager une réflexion approfondie sur la liste de ses EIPS et leur suivi.

Ces faits sont contraires aux dispositions des article 15.1.1 et 15.1.3 de l'arrêté préfectoral du 02/01/1997.

" L'exploitant établit et tient à la disposition de l'inspecteur des installations classées la liste des équipements importants pour la sécurité.

**Les procédures de contrôles, d'essais et de maintenance des équipements importants pour la sécurité ainsi que la conduite à tenir dans l'éventualité de leur indisponibilité, sont établies par consignes écrites."**

" Les systèmes de détection, de protection, de sécurité et de conduite intéressant la sureté de l'installation, font l'objet d'une **surveillance et d'opérations d'entretien** de façon à fournir des indications fiables, pour détecter les évolutions des paramètres importants pour la sureté et pour permettre la mise en état de sureté de l'installation.**Les documents relatifs aux contrôles et à l'entretien liés à la sureté de l'installation sont archivés et tenus à la disposition de l'inspecteur des installations classées pendant une année".**



#### **4) L'exploitant est insuffisamment préparé au situation d'urgence :**

En particulier il ne disposait pas sur son site de matériels permettant d'obstruer les sorties de ses réseaux eaux pluviales pour confiner la pollution sur site.

Ces faits sont contraires aux dispositions de l'article 5.1.3 de l'arrêté préfectoral du 02/01/1997 qui dispose :

**"les réseaux d'égouts doivent être conçus et aménagés pour permettre leur curage. Un système de déconnexion doit permettre leur isolement par rapport à l'extérieur."**

Ce point a déjà fait l'objet d'une mise en demeure par arrêté préfectoral de mise en demeure du 08/08/2011. **Pour lever cette non conformité, suite à la visite du 13/01/2015 et dans l'attente de la réfection complète des réseaux (échelonnée entre 2014 et 2016), l'exploitant nous a indiqué avoir mis en place sur le site des ballons gonflables permettant l'isolement des réseaux.**

#### **A l'issue de la visite il a été demandé à l'exploitant la remise d'un rapport d'accident.**

Un premier rapport succinct a été transmis par l'exploitant le 23/01/2015 par mail. Il relate brièvement les faits ainsi que les premières mesures prises mais ne permet ni de déterminer la ou les causes de l'accident ni de déterminer l'ensemble des conséquences de cet accident (impact sur l'environnement), ni de proposer des solutions pour éviter le renouvellement d'un tel événement.

Une analyse détaillée de l'accident et un retour d'expérience avec le fournisseur CITENORD doit en outre être réalisé.

#### **5.- Conclusions**

L'accident a été causé par une succession d'erreurs humaines (oubli de fermeture de vanne, non respect de procédure) de négligence technique (non entretien de l'alarme sonore) et l'absence de formation du personnel.

L'établissement est insuffisamment préparé aux situations d'urgence.

Les articles 15.7.3 alinéa 5, 15.1.1 et 15.1.3 de l'arrêté préfectoral du 02/01/1997 ne sont pas respectés.

Un rapport détaillé de l'accident devra être fourni.

#### **6.- Suites proposées**

##### Suites administratives

Nous proposons à Monsieur le Préfet du Pas-de-Calais :

- application de l'article L512-20 du Code de l'Environnement de demander la remise par l'exploitant d'un rapport d'accident par arrêté d'urgence sans passage du CODERST ;
- application de l'article L 171-8-I du Code de l'Environnement, de mettre en demeure la société TRB de respecter les dispositions des articles 15.7.3 alinéa 5, 15.1.1 et 15.1.3 de l'arrêté préfectoral du 02/01/1997.

Les projets d'arrêté sont joints en annexes 5 et 6.

Un courrier de suite auquel est annexé le présent rapport a été adressé à l'exploitant.

L'Inspecteur de l'environnement  
Spécialité Installations Classées



Caroline TAIN

Vu et transmis avec avis conforme à M. le Préfet du département du Pas-de-Calais – Bureau des Affaires  
Générales – Bureau des Procédures d'Utilités Publiques – Section Installations Classées

Gravelines, le 3. FEV. 2015

P/ La Directrice par intérim et par délégation,  
Le Chef de l'Unité Territoriale du Littoral,



David LEFRANC

**Produit:**

**NORAMOX S 5 - S 11**

Page: 1 / 7

Numéro de FDS: 466509-001 (Version 4.0)

Date 15.10.2012 (Annule et remplace : 07.03.2011)

**1. IDENTIFICATION DE LA SUBSTANCE/ DU MÉLANGE ET DE LA SOCIÉTÉ/ L'ENTREPRISE**

Fiche de Données de Sécurité générique

**1.1. Identification du produit**

Nom de la substance: NORAMOX S 5 - S 11

Numéro d'Enregistrement REACH: Selon l'article 2(9) du règlement REACH, la substance n'est pas soumise à enregistrement.

Numéro CE: 500-153-8

N° CAS: 81791-26-2

TRB - Service QSE

Date: 29/10/12.

Visa:

Grades: NORAMOX: S 5, S 7, S 11, S 11 T, SD 11

**1.2. Utilisations identifiées pertinentes de la substance ou du mélange et utilisations déconseillées**

Utilisation de la substance/du mélange: Agent tensioactif

**1.3. Renseignements concernant le fournisseur de la fiche de données de sécurité**

Fournisseur

CECA  
Tensio-Actifs de Spécialités  
Adresse postale: 89 Boulevard National  
92250 LA GARENNE-COLOMBES  
FRANCE  
Téléphone: 01 49 00 38 00  
Télécopie: 01 49 00 38 01  
<http://www.cecachemicals.com>

Email address: [ceca.fds@ceca.fr](mailto:ceca.fds@ceca.fr)

**1.4. Numéro d'appel d'urgence**

+33 1 49 00 77 77

Numéro d'appel d'urgence européen: 112

ORFILA: 01 45 42 58 58

**2. IDENTIFICATION DES DANGERS**

**2.1. Classification de la substance ou du mélange**

Classification (Règlement (CE) No 1272/2008):

Toxicité aiguë, 4, H302

Irritation cutanée, 2, H315

Lésions oculaires graves, 1, H318

Toxicité aiguë pour le milieu aquatique, 1, H400

Classification (Directive 67/548/CEE):

Xn; R22

Xi; R38 R41

N; R50

Indications complémentaires:

Pour le texte complet des phrases R, H, EUH mentionnées dans cet article, voir article 16.

**2.2. Éléments d'étiquetage**

Éléments d'étiquetage (RÈGLEMENT (CE) No 1272/2008):

Composants dangereux qui doivent être listés sur l'étiquette:

No.-CAS : 61791-26-2

Dérivés d'alkylamines

Pictogrammes de danger:



Mention d'avertissement:

**Danger**

Mentions de danger:

- H302 : Nocif en cas d'ingestion.
- H315 : Provoque une irritation cutanée
- H318 : Provoque des lésions oculaires graves.
- H400 : Très toxique pour les organismes aquatiques.

Conseils de prudence:

**Prévention:**

P273 : Éviter le rejet dans l'environnement

P280 : Porter des gants/vêtements de protection/ équipement de protection des yeux/du visage.

**Intervention:**

P301 + P330 + P331 : EN CAS D'INGESTION rincer la bouche. NE PAS faire vomir.

P302 + P352 : EN CAS DE CONTACT AVEC LA PEAU: laver abondamment à l'eau et au savon.

P305 + P351 + P338 : EN CAS DE CONTACT AVEC LES YEUX: rincer avec précaution à l'eau pendant plusieurs minutes. Enlever les lentilles de contact si la victime en porte et si elles peuvent être facilement enlevées. Continuer à rincer

**Élimination:**

P501 : Éliminer le contenu/ le conteneur dans une installation d'incinération agréée

### 2.3. Autres dangers

Dangers physico-chimiques:

Pas de risque particulier d'inflammation ou d'explosion.

## 3. COMPOSITION/ INFORMATIONS SUR LES COMPOSANTS

### 3.1. Substances

Nom chimique de la substance<sup>1</sup>: Dérivés d'alkylamines

Nom Chimique <sup>1</sup>	No.-CE	No.-CAS	Concentration	Classification Directive 67/548/CEE	Classification Règlement (CE) No 1272/2008
Dérivés d'alkylamines	500-153-8	61791-26-2	> 90 %	Xn; R22 Xi; R38-R41 N; R50	Acute Tox. 4; H302 Skin Irrit. 2; H315 Eye Dam. 1; H318 Aquatic Acute 1; H400
Alkylamines	263-125-1	61790-33-8	< 5 %	Xn; R22-R48/22 C; R35 Xi; R37 N; R50	Acute Tox. 4; H302 Skin Corr. 1B; H314 STOT SE 2; H373 STOT RE 3; H335 Aquatic Acute 1; H400
Polyethylene glycol	500-038-2	25322-68-3	< 5 %	-	

<sup>1</sup>: Voir chapitre 14 pour le nom approprié de l'expédition

#### 4. PREMIERS SECOURS

##### 4.1. & 4.2. Description des premiers soins nécessaires & Symptômes/effets les plus importants, aigus ou retardés:

**Conseils généraux:**

Enlever immédiatement tout vêtement souillé ou éclaboussé, y compris les chaussures

**Inhalation:**

Eloigner le sujet de la zone contaminée, faire respirer de l'air frais. En cas de troubles : Consulter un médecin.

**Contact avec la peau:**

Lavage immédiat, abondant et prolongé à l'eau et au savon. Si contact important: Mettre sous surveillance médicale.

**Contact avec les yeux:**

Laver immédiatement et abondamment à l'eau, en écartant les paupières (pendant au moins 15 minutes) Consulter d'urgence un ophtalmologiste

**Ingestion:**

Ne PAS faire vomir. En cas de troubles : Consulter un médecin

##### 4.3. Indication des éventuels soins médicaux immédiats et traitements particuliers nécessaires : Pas de données disponibles.

#### 5. MESURES DE LUTTE CONTRE L'INCENDIE

##### 5.1. Moyens d'extinction:

**Moyens d'extinction appropriés:**

Mousse, dioxyde de carbone, poudre chimique., Utiliser les moyens adéquats pour combattre les incendies avoisinants.

##### 5.2. Dangers particuliers résultant de la substance ou du mélange:

Formation possible d'oxydes de carbone, d'oxydes d'azote et de composés organiques dangereux

##### 5.3. Conseils aux pompiers:

**Méthodes particulières d'intervention:**

Collecter séparément l'eau d'extinction contaminée, ne pas la rejeter dans les canalisations. Les résidus d'incendie et l'eau d'extinction contaminée doivent être éliminés conformément à la réglementation locale en vigueur.

**Actions spéciales pour la protection des pompiers:**

En cas d'incendie, porter un appareil de protection respiratoire autonome.

#### 6. MESURES À PRENDRE EN CAS DE DISPERSION ACCIDENTELLE

##### 6.1. Précautions individuelles, équipement de protection et procédures d'urgence:

Utiliser un équipement de protection individuelle. Assurer une ventilation adéquate. Éviter le contact avec la peau et les yeux.

##### 6.2. Précautions pour la protection de l'environnement:

Éviter que le produit arrive dans les égouts.

##### 6.3. Méthodes et matériel de confinement et de nettoyage:

**Méthodes de nettoyage:**

Conserver dans des récipients adaptés et fermés pour l'élimination.

**Récupération:**

Contenir et collecter le matériel répandu à l'aide d'un matériau absorbant non combustible, (p.e. sable, terre, kieselgur, vermiculite)

**Élimination:**

Mettre dans un conteneur pour l'élimination conformément aux réglementations locales / nationales (voir chapitre 13).

##### 6.4. Référence à d'autres sections: Aucun(e).

#### 7. MANIPULATION ET STOCKAGE

##### 7.1. Précautions à prendre pour une manipulation sans danger:

**Mesures techniques/Précautions:**

Prévoir des postes d'eau, des fontaines oculaires et des douches à proximité. Prévoir une cuvette de rétention.

**Précautions pour la manipulation sans danger:**

Ne pas manger, fumer ou boire dans la zone de travail.

**Mesures d'hygiène:**

Voir rubrique 4.

Se laver les mains après manipulation. Enlever les vêtements contaminés et l'équipement de protection avant d'entrer dans une zone de restauration.

**7.2. Conditions d'un stockage sûr, y compris d'éventuelles incompatibilités:**

Refermer soigneusement tout récipient entamé et le stocker verticalement afin d'éviter tout écoulement. Prendre toutes les dispositions nécessaires pour éviter le rejet accidentel du produit dans les égouts et dans les cours d'eau en cas de rupture des récipients ou des systèmes de transfert.

**Matériel d'emballage:**

Recommandé: Acier inoxydable, Fût en acier

A éviter: Alliages de cuivre, d'aluminium.

**7.3. Utilisation(s) finale(s) particulière(s):** Aucun(e).

**8. CONTRÔLES DE L'EXPOSITION/ PROTECTION INDIVIDUELLE**

**8.1. Paramètres de contrôle:**

Valeurs limites d'exposition Non pertinent

Dose dérivée sans effet (DNEL): Pas de données disponibles.

Concentration prévisible sans effet (PNEC): Pas de données disponibles.

**8.2. Contrôles de l'exposition:**

**Équipement de protection individuelle:**

Protection respiratoire:

Masque respiratoire si nécessaire.

En cas de déversement, porter un masque Type de Filtre recommandé: K & FFP/PÉviter

l'exposition aux poussières ou aux vapeurs. En cas de formation de vapeurs, utiliser un appareil respiratoire avec un filtre homologué.

Protection des mains:

Gants imperméables

Protection des yeux/du visage:

Lunettes de sécurité

Protection de la peau et du corps:

Vêtement de protection

Contrôles d'exposition liés à la protection de l'environnement: Voir chapitre 6

**9. PROPRIÉTÉS PHYSIQUES ET CHIMIQUES**

**9.1. Informations sur les propriétés physiques et chimiques essentielles**

**Aspect:**

État physique (20°C):

liquide

Odeur:

Pas de données disponibles.

Seuil olfactif:

Pas de données disponibles.

pH:

Non concerné

Point de solidification:

5 - 10 °C selon la qualité.

Point/intervalle d'ébullition:

Pas de données disponibles.

Point d'éclair:

> 100 °C (ASTM D 93)

Taux d'évaporation:

Pas de données disponibles.

Inflammabilité (solide, gaz):

Inflammabilité:

Non pertinent

Pression de vapeur:

Pas de données disponibles.

Masse volumique de la vapeur:

Pas de données disponibles.

Masse volumique:

0,91 - 1,10 g/cm<sup>3</sup>, à 20 °C selon la qualité.

Hydrosolubilité:

soluble

Coefficient de partage: n-octanol/eau:

Pas de données disponibles.

Température d'auto-inflammabilité:

Pas de données disponibles.

Température de décomposition:

Pas de données disponibles.

Viscosité:

Pas de données disponibles.

Propriétés explosives:

Explosibilité:

Non-explosif



Propriétés comburantes: La substance ou le mélange n'est pas classé comme oxydant.

**9.2. Autres données:**

Solubilité dans d'autres solvants: Soluble dans la plupart des solvants organiques

**10. STABILITÉ ET RÉACTIVITÉ**

**10.1. & 10.2. Réactivité & Stabilité chimique:**

Stable dans les conditions recommandées de stockage

**10.3. Possibilité de réactions dangereuses:** Pas de données disponibles.

**10.4. Conditions à éviter:** Pas de données disponibles.

**10.5. Matières incompatibles:**

Oxydants puissants, les acides forts et les composés organohalogénés.

**10.6. Produits de décomposition dangereux:**

Formation possible d'oxydes de carbone, d'oxydes d'azote et de composés organiques dangereux.

**11. INFORMATIONS TOXICOLOGIQUES**

**11.1. Informations sur les effets toxicologiques:**

**Toxicité aiguë:**

Ingestion: Pas de données propres, mais par analogie, le produit peut être considéré comme : Nocif  
L'ingestion peut provoquer une irritation des muqueuses.

**Effets locaux ( Corrosion / Irritation / Lésions oculaires graves ):**

Contact avec la peau: Pas de données propres, mais par analogie, le produit peut être considéré comme : Irritant  
Dermatoses possibles en cas d'exposition prolongée et/ou répétée.

Contact avec les yeux: Pas de données propres, mais par analogie, le produit peut être considéré comme :  
Sévèrement Irritant.  
Possibilité d'irritation et de larmoiement.

**Sensibilisation respiratoire ou cutanée:**

Inhalation: Pas de données disponibles.

Contact avec la peau: Pas de données disponibles.

**Effets CMR :**

Mutagenicité: Pas de données disponibles.

Cancérogénicité: Pas de données disponibles.

Toxicité pour la reproduction: Pas de données disponibles.

**Toxicité spécifique pour certains organes cibles :**

**Exposition unique :** Pas de données disponibles.

**Exposition répétée:** Pas de données disponibles.

**Danger par aspiration:** Pas de données disponibles.

## 12. INFORMATIONS ÉCOLOGIQUES

**Évaluation Ecotoxicologique** Très toxique pour les poissons, les daphnies, les algues et les bactéries. Ne pas rejeter dans le milieu naturel ou les eaux

### 12.1. Toxicité

**Invertébrés aquatiques:**

CE50, 48 h (Daphnie) : < 1 mg/l (Méthode: OCDE Ligne directrice 202, Etude CECA 2006)

### 12.2. Persistance et dégradabilité :

**Biodégradation (Dans l'eau):**

Pas de données propres, mais par analogie, le produit peut être considéré comme :  
Facilement biodégradable. Cet agent de surface respecte les critères de biodégradabilité comme définis dans le Règlement (CE) no 648/2004 relatif aux détergents. Les données prouvant cette affirmation sont tenues à la disposition des autorités compétentes des États Membres et leur seront fournies à leur demande expresse ou à la demande du producteur de détergents.

**12.3. Potentiel de bioaccumulation :** Pas de données disponibles.

**12.4. Mobilité dans le sol - Répartition entre les compartiments environnementaux:** Pas de données disponibles.

**12.5. Résultats des évaluations PBT et VPVB :** Aucun(e).

**12.6. Autres effets néfastes:** Aucun à notre connaissance.

## 13. CONSIDÉRATIONS RELATIVES À L'ÉLIMINATION

### 13.1. Traitement des déchets:

**Élimination du produit:**

Empêcher le produit de pénétrer dans les égouts, les cours d'eau ou le sol. Incinération en station d'incinération agréée. Les prescriptions réglementaires locales doivent toutefois être respectées.

**Élimination des emballages:**

Doit être orienté vers une décharge agréée ou incinéré dans un centre agréé tout en respectant les prescriptions réglementaires locales.

## 14. INFORMATIONS RELATIVES AU TRANSPORT

Réglementation	Numéro ONU	Nom d'expédition des Nations unies	Classe	Étiquette	PG	Dangereux pour l'environnement	Autres informations
ADR	3082	MATIERE DANGEREUSE DU POINT DE VUE DE L'ENVIRONNEMENT. LIQUIDE. N.S.A. (Dérivés d'alkylamines)	9	9	III	oui	
ADN	3082	MATIERE DANGEREUSE DU POINT DE VUE DE L'ENVIRONNEMENT. LIQUIDE. N.S.A. (Dérivés d'alkylamines)	9	9	III	oui	
RID	3082	MATIERE DANGEREUSE DU POINT DE VUE DE L'ENVIRONNEMENT. LIQUIDE. N.S.A. (Dérivés d'alkylamines)	9	9	III	oui	
IATA Cargo	3082	Environmentally hazardous substance, liquid, n.o.s. (Dérivés d'alkylamines)	9	9MI	III	oui	
IATA Passenger	3082	Environmentally hazardous substance, liquid, n.o.s. (Dérivés d'alkylamines)	9	9MI	III	oui	
IMDG	3082	ENVIRONMENTALLY HAZARDOUS SUBSTANCE, LIQUID, N.O.S. (Dérivés d'alkylamines)	9	9	III	Polluant marin	EmS Number: F-A, S-F Mark: MP

## 15. INFORMATIONS RÉGLEMENTAIRES

Fiches de données de sécurité: conformément au Règlement (CE) No. 1907/2006

**15.1. Réglementations/législation particulières à la substance ou au mélange en matière de sécurité, de santé et d'environnement:**

### RÉGLEMENTATION FRANÇAISE:

Substances dangereuses Arrêté du 20 04 1994 modifié en dernier lieu par l'arrêté du 7 décembre 2009.

Installations classées Loi n°76-663 du 19.7.76 et circulaire du 17-7-78

Déchets Loi n°75-633 du 15.7.75 - Instruction technique du 22.1.80 sur les déchets industriels- Arrêté du 02.02.1998, modifié par l'arrêté du 29.05.2000 et par l'arrêté du 03.08.2001, relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau, ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation

15.2. Évaluation de la sécurité chimique: Aucun(e).

**INVENTAIRES:**

EINECS: Conforme

TSCA: Conforme

AICS: Conforme

DSL: Tous les composants de ce produit sont sur la liste Canadienne DSL.

ENCS (JP): Non conforme

KECI(KR): Conforme

PICCS (PH): Conforme

IECSC (CN): Conforme

NZIOC: Conforme

16. AUTRES INFORMATIONS

Texte intégral des phrases R, H, EUH mentionnées sous les Chapitres 2 et 3

R22 Nocif en cas d'ingestion.

R35 Provoque de graves brûlures.

R37 Irritant pour les voies respiratoires.

R38 Irritant pour la peau.

H302 Nocif en cas d'ingestion.

H314 Provoque des brûlures de la peau et des lésions oculaires graves.

H315 Provoque une irritation cutanée.

H318 Provoque des lésions oculaires graves.

H335 Peut irriter les voies respiratoires.

H373 Risque présumé d'effets graves sur les organes en cas d'expositions répétées ou prolongées par inhalation.

H400 Très toxique pour les organismes aquatiques

Mise à jour:

Sections de la fiche de données de sécurité qui ont été mises-à-jour:		Type:
2	2. IDENTIFICATION DES DANGERS	Ajouts
3	3. COMPOSITION/ INFORMATIONS SUR LES COMPOSANTS	modifications
7	7. MANIPULATION ET STOCKAGE	modifications
8	8. CONTRÔLES DE L'EXPOSITION/ PROTECTION INDIVIDUELLE	modifications
13	13. CONSIDÉRATIONS RELATIVES À L'ÉLIMINATION	modifications

Thésaurus:

NOAEL : Dose sans effet toxique observable (NOAEL)

LOAEL : Dose/concentration la plus faible pour laquelle un effet indésirable est encore observé (LOAEL)

bw : Poids du corps

food : dans la nourriture

dw : Poids sec

vPvB : Très persistant et très bioaccumulable

PBT : Persistant, bioaccumulable et toxique

Cette fiche de données de sécurité est conforme à la norme internationale ISO 11014-1. En cas de combinaisons ou de mélanges, s'assurer qu'aucun danger nouveau ne puisse apparaître. Les renseignements contenus dans cette fiche sont donnés de bonne foi et basés sur nos dernières connaissances relatives au produit concerné, à la date d'édition. L'attention des utilisateurs est attirée sur les risques éventuellement encourus lorsqu'un produit est utilisé à d'autres usages que ceux pour lesquels il est destiné. Cette fiche ne doit être utilisée et reproduite qu'à des fins de prévention et de sécurité. L'énumération des textes législatifs, réglementaires et administratifs ne peut être considérée comme exhaustive. Il appartient au destinataire du produit de se reporter à l'ensemble des textes officiels concernant l'utilisation, la détention et la manipulation du produit pour lesquelles il est seul responsable. L'utilisateur du produit doit également porter à la connaissance des personnes qui peuvent entrer en contact avec le produit (emploi, stockage, nettoyage des conteneurs, interventions diverses) toutes les informations nécessaires à la sécurité du travail, à la protection de la santé et de l'environnement, en leur transmettant cette fiche de données de sécurité

NB: Dans ce document le séparateur numérique des milliers est le "." (point), le séparateur décimal est la "," (virgule).



Filière Réfractaire	CONSIGNE DE TRAVAIL <b>DEPOTAGE/STOCKAGE ET UTILISATION DES MATIERES PREMIERES LIQUIDES</b>	CT_PPR- DEPOTAGE/UTILISATION MPL	<b>Q H S E</b>
		Révision : 02 Date : 08/02/2011 Page 1/6	

## 1. OBJET

Définir les modalités de dépotage, de stockage, d'utilisation des matières premières liquides livrées en vrac.

## 2. CHAMP D'APPLICATION

Site de Nesles – les livraisons de fioul sont hors champ

## 3. TERMINOLOGIE

**MPL : matières premières liquides**

## 4. DOCUMENTS

Documents d'entrée :

**Bon d'entrée, plan de circulation, consignes transport dépotage.**

Documents d'aide à l'application :

Documents de sortie :

**Pesée**

## 5. CONTENU

### A- Dépotage

#### A.1 *Mode de dépotage en fonction de la nature de la matière première liquide*

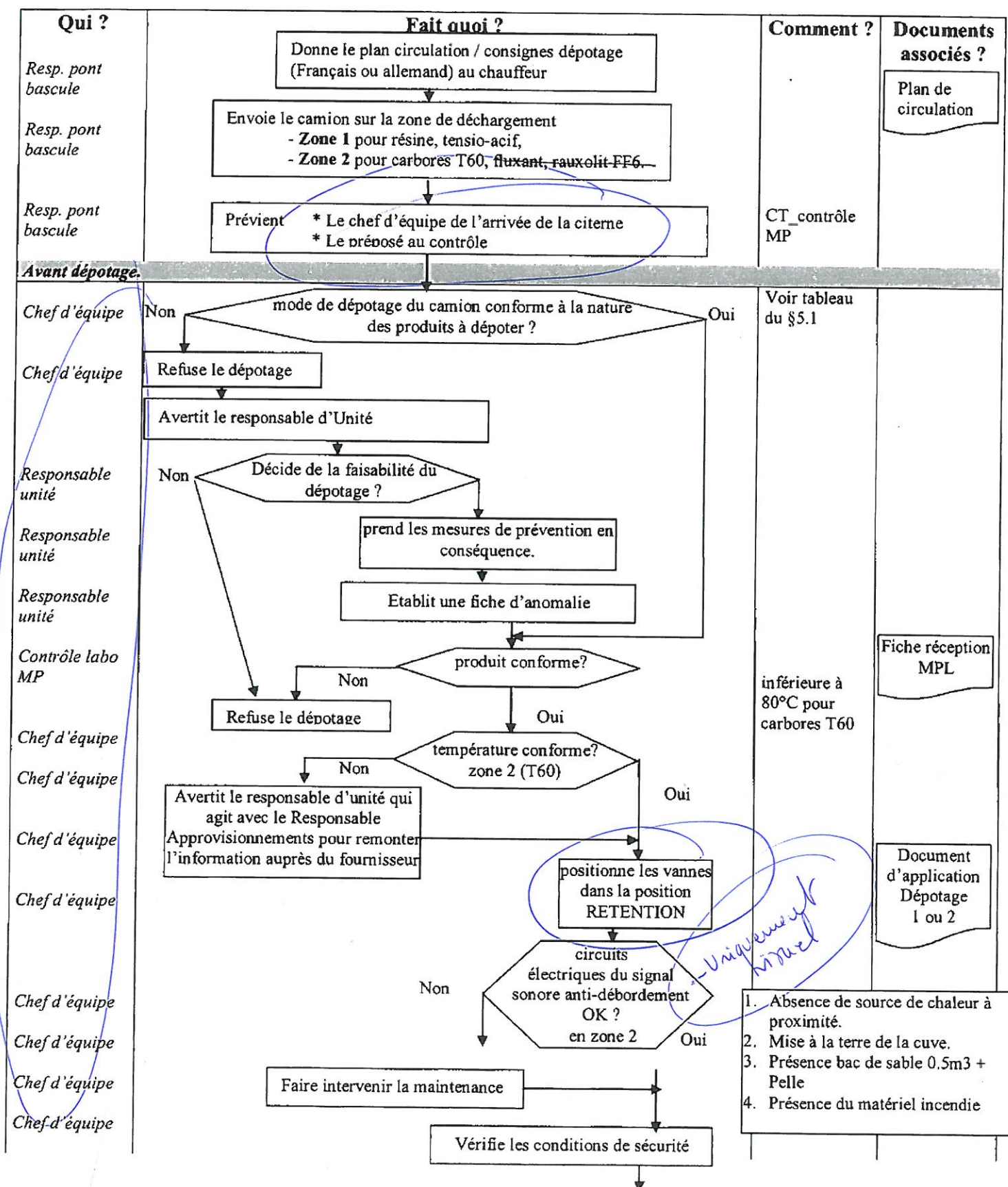
Nature de MPL	Mode de dépotage	MPL à TRB
liquides inflammables	Aspiration par pompage	Néant
liquides ininflammables	Dépotage par pression	Carborès T60, résines, tensio-actifs

#### A.2 *Mode opératoire*



Filière Réfractaire	CONSIGNE DE TRAVAIL <b>DEPOTAGE/STOCKAGE ET UTILISATION DES MATIERES PREMIERES LIQUIDES</b>	CT_PPR- DEPOTAGE/UTILISATION MPL	<b>Q H S E</b>
		Révision : 02 Date : 08/02/2011 Page 2/6	

## A.2 Mode opératoire





Chef d'équipe

Vérifie le respect des consignes par le transporteur lors de la préparation de son camion. Fait corriger au besoin

Check list des  
consignes  
sécurité  
affichée au  
lieu de  
dépotage

Chef d'équipe  
+ transporteur

Port des lunettes, gants, vêtement de  
travail approprié, chaussures de  
sécurité

Pendant dépotage.

Chef d'équipe

Chef d'équipe

Chef d'équipe

Chef d'équipe

Après le dépotage.

Chef d'équipe

Chef d'équipe  
Transporteur

Chef d'équipe

Chef d'équipe

Chef d'équipe

Chef d'équipe

Chef d'équipe

Chef d'équipe

Visuellement

Plan  
d'intervention

Fiche  
réception  
MPL

PR\_gestion des  
déchets

Document d'application  
vannes dépotage 1 ou 2

déroulement de  
l'opération OK ?  
(présence en permanence)

Non

exige l'arrêt immédiat du dépotage en  
cas de problème (Rupture d'un tuyau,  
alarme sonde niveau...)

Oui

Enclenchement du plan d'intervention

prévient le responsable d'Unité

Non

Dépotage terminé ?

Oui

Signe la fiche de réception MPL et le  
rend au pont bascule

Récupère dans des fûts, le liant restant dans les tuyaux.

Repli du matériel de dépotage, remise en ordre de la zone.

Traces au sol ?

Oui

Non

Réinjecte dans les fûts le liquide propre

Utilise l'absorbant pour le reste

Elimination du déchet

Recycle le contenu des fûts

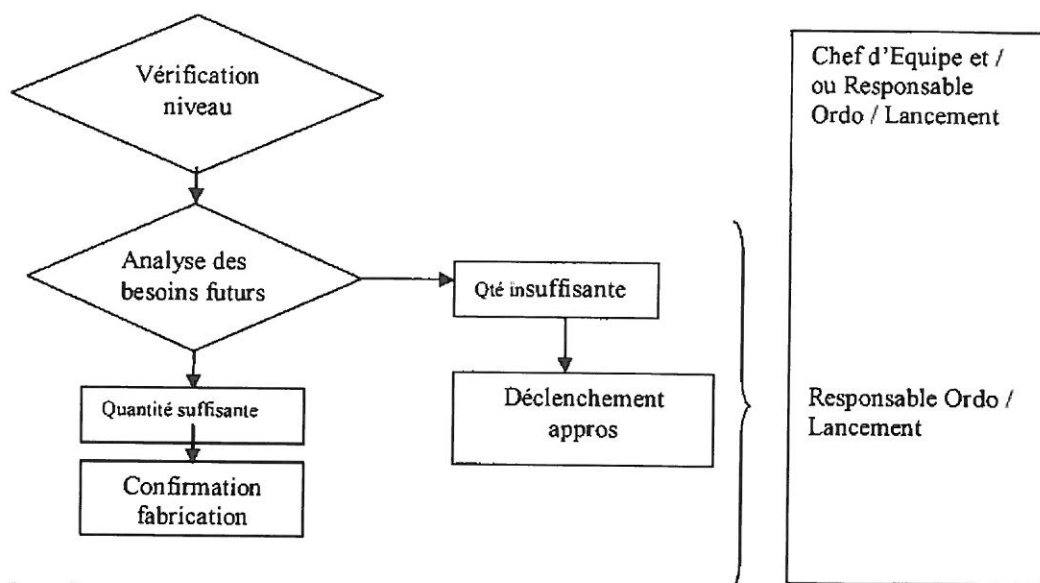
Remet le couvercle sur le seau pour le prochain dépotage

positionne les vannes dans  
la position  
EAUX de PLUIE

Filière Réfractaire	CONSIGNE DE TRAVAIL <b>DEPOTAGE/STOCKAGE ET UTILISATION DES MATIERES PREMIERES LIQUIDES</b>	CT_PPR- DEPOTAGE/UTILISATION MPL	Q H S E
		Révision : 02 Date : 08/02/2011 Page 4/6	

## B- Stockage des MPL

### B-1 Contrôle niveau dans chaque cuve



### B-2 Contrôle t° dans les cuves.

Chaque MPL est maintenue dans une plage de température suivant tableau ci-dessous.  
Cependant, le Chef d'Equipe peut être amené à modifier les températures suivant directives des Responsable d'Unité ou Responsable Contrôle.

### Températures de stockage

Produit	Destination	Capacité des cuves	Réchauffeur	T° mini (été)	T° maxi (hiver)	T° Consigne	T° Sécurité	Point éclair
Fluxant N	D1bis (Cuve C4)	30 000 l	Vapeur	40	50	Variable	50	>120°C
Carborès T60	D2 (Cuve C2)	30 000 l	Vapeur	55	65	Variable	65	>200°C
Carbores T60	D2 bis (Cuve C3)	30 000 l	Vapeur	55	70	Variable	75	80 °C
Tensio-Actif	E1	15 000 l	Vapeur	15	25	20	25	>100°C
Tension-Actif	E1 bis	25 000 l	Electrique	15	25	20	25	>100°C
Cuve essai	E5	2 000 l	Electrique	-	-	Variable	-	-

<b>Filière Réfractaire</b>	<b>CONSIGNE DE TRAVAIL</b> <b>DEPOTAGE/STOCKAGE ET UTILISATION DES MATIERES PREMIERES LIQUIDES</b>	CT_PPR- DEPOTAGE/UTILISATION MPL	<b>Q H S E</b>
		Révision : 02 Date : 08/02/2011 Page 5/6	

### **B-3 Contrôle des fuites**

Lors d'une visite journalière (début de poste), le Chef d'Equipe doit vérifier l'absence de fuites ou d'anomalies sur les circuits et les cuves MPL.

En cas de problème :

- prendre les dispositions nécessaires (voir CT FAB Rétention vidange)
- prévenir le responsable d'Unité et / ou Production et remonter l'information au service QHSE.

N.B. :

- En cas de problème de souillage sur le sol (Déversement, traces...), on placera du sable sur les endroits souillés. Après absorption (48 heures), le sable souillé sera récupéré, conditionné pour enlèvement en DD.
- En cas de stockage de matières premières liquides dans la zone dépotage, veillez à ne pas obstruer la zone de dépotage, les points incendie. Pour ce faire, placer les flow-bin sur rétention au dessus des cuvettes, le cas échéant, le long du mur à côté du bac sable.

Filière Réfractaire	CONSIGNE DE TRAVAIL <b>DEPOTAGE/STOCKAGE ET UTILISATION DES MATIERES PREMIERES LIQUIDES</b>	CT_PPR- DEPOTAGE/UTILISATION MPL	<b>Q H S E</b>
		Révision : 02 Date : 08/02/2011 Page 6/6	

### Références et terminologie

<u>Documents d'entrée :</u>	<u>Documents de sortie:</u>
Référentiel OHSAS 18001 Norme ISO 9001/ISO 14001	

### Terminologie :



### Références normatives

ISO 9001	ISO 14001	OHSAS 18001	MASE	VCA

### Destinataires

Services et / Processus concernés											
Présidence	Logistique	R.H.	Achats	Maintenance	D.A.F.	B.E.	Commercial	Q.H.S.E	Conception et développement	Réaliser des prestations chez le client	Réalisation de produits finis Réfractaire
X								X			X
Sites concernés											
Bayard	DK HF	Chertal	Firminy	Fos Acérie	Foug	Hagondange	Isbergues	Leffrinckoucke	Ougree	Patural	Ugine
Agences concernées											
Décines	Dunkerque	Fos / Mer	Montoy	Nantes	Nesles	UK					

### Validation

Rédigé par : <b>Véronique RICHEVAL</b> date 11/03/11	Approuvé par : <b>William POUILLY</b> date 8/03/11
	

Nom du fichier : CT\_PPR\_DEPOTAGE UTILISATION MPL 2011

Filière Réfractaire	<p style="text-align: center;">CONSIGNE DE TRAVAIL</p> <p style="text-align: center;"><b>DEPOTAGE/STOCKAGE ET UTILISATION DES MATIERES PREMIERES LIQUIDES</b></p>	CT_PPR- DEPOTAGE/UTILISATION MPL	<b>Q H S E</b>
		Révision : 02 Date : 08/02/2011 Page 5/6	

### **B-3 Contrôle des fuites**

Lors d'une visite journalière (début de poste), le Chef d'Equipe doit vérifier l'absence de fuites ou d'anomalies sur les circuits et les cuves MPL.

En cas de problème :

- prendre les dispositions nécessaires (voir CT FAB Rétention vidange)
- prévenir le responsable d'Unité et / ou Production et remonter l'information au service QHSE.

N.B. :

- En cas de problème de souillage sur le sol (Déversement, traces...), on placera du sable sur les endroits souillés. Après absorption (48 heures), le sable souillé sera récupéré, conditionné pour enlèvement en DD.
- En cas de stockage de matières premières liquides dans la zone dépotage, veillez à ne pas obstruer la zone de dépotage, les points incendie. Pour ce faire, placer les flow-bin sur rétention au dessus des cuvettes, le cas échéant, le long du mur à côté du bac sable.

Fillière Réfractaire	CONSIGNE DE TRAVAIL <b>DEPOTAGE/STOCKAGE ET UTILISATION DES MATIERES PREMIERES LIQUIDES</b>	CT_PPR- DEPOTAGE/UTILISATION MPL	<b>Q H S E</b>
		Révision : 02	
		Date : 08/02/2011 Page 6/6	

### Références et terminologie

<u>Documents d'entrée :</u>	<u>Documents de sortie:</u>
Référentiel OHSAS 18001 Norme ISO 9001/ISO 14001	

### Terminologie :

### Références normatives

ISO 9001	ISO 14001	OHSAS 18001	MASE	VCA

### Destinataires

Services et / Processus concernés												
Présidence	Logistique	R.H.	Achats	Maintenance	D.A.F.	B.E.	Commercial	Q.H.S.E	Conception et développement	Réaliser des prestations chez le client	Réalisation de produits finis Réfractaire	Réaliser des prestations outsourcées par le client
X								X			X	

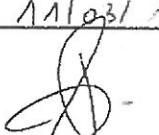
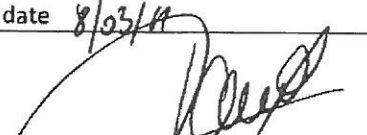
  

Sites concernés										
Bayard	DK HF	Chertal	Firminy	Fos Aciérie	Foug	Hagondange	Isbergues	Leffrinckoucke	Ougree	Patural

Agences concernées					
Décines	Dunkerque	Fos / Mer	Montoy	Nantes	Nesles

### Validation

Rédigé par : <b>Véronique RICHEVAL</b> date 11/03/11	Approuvé par : <b>William POUILLY</b> date 8/03/11
	

Nom du fichier : CT\_PPR\_DEPOTAGE UTILISATION MPL 2011



# Annexe N°3

Filière Réfractaire	CONSIGNE DE TRAVAIL <b>CONTROLE ET SUIVI DES EIPS</b>	CT_MTN_Control suivi EIPS	<b>Q H S E</b>
		Révision : 00 Date : 04/04/2014 Page 1 / 2	

## Définition :

EIPS : équipements importants pour la sécurité

Ces EIPS sont intégrés dans le plan de maintenance

Le responsable maintenance est garant de ce plan.

Ci-dessous la liste des EIPS avec les contrôles, essais, maintenance et la conduite à tenir en cas d'indisponibilité.

EIPS	Type de contrôle	Essai	Maintenance préventive	Actions en cas d'indisponibilité
Equipement de désenfumage	Test réel d'ouverture des équipements par l'APAVE	Annuel par l'APAVE	Annuel	Signalement au Responsable Maintenance pour réparation
Extincteurs	Contrôle annuel du parc par la société HAAS (état et charge)		Annuel	Remplacement de l'extincteur par la société HAAS
RIA	Contrôle annuel par l'APAVE (ou autre)	Essai en charge	Annuel	Réparation
Enrouleur « malt » (mise à la terre au dépotage)	Contrôle visuel et de continuité	Contrôle de continuité	Contrôle visuel tous les ans	Réparation
Arrêt urgence des pompes liants (T60, Noramox-1) <i>Bugle pour arrêt pompe process.</i>	Contrôle de bon déclenchement des équipements	Coup de poing volontaire + sonde de niveau haut	Tous les ans	Réparation
Contrôle automatisme Fosse cuve Noramox stockage	Contrôle visuel et essai de l'installation	Relevage	Tous les ans	Réparation
Réserve de sable et de pelles	Visuel		Passage trimestriel	Stock remis à niveau
Cuves de rétention	Visuel		Passage trimestriel	Réparation si fissure, ...
Vannes cuves	Visuel et manipulation	Ouverture/fermeture	Trimestriel	Echange
Armoire stockage DIS	Contrôle visuel/état général		Trimestriel	Réparation/Echange
Piquage eau pompier	Contrôle visuel		Trimestriel	Réparation
Bassin de confinement	Contrôle visuel et de propreté		Tous les deux mois	Signalement au responsable maintenance pour correction
Bac décanteur atelier 1	Contrôle visuel de la fosse	Manipulation du registre	Tous les deux mois	Vidange de la fosse / Réparation registre
Bac décanteur labo	Contrôle visuel de la fosse		Tous les deux mois	Vidange de la fosse
Bac décanteur atelier 3	Contrôle visuel de la fosse		Tous les deux mois	Vidange de la fosse
Aire de lavage	Contrôle visuel		Tous les deux mois	Vidange de la fosse

Filière Réfractaire	CONSIGNE DE TRAVAIL <b>CONTROLE ET SUIVI DES EIPS</b>	CT_MTN_Controlé suivi EIPS	<b>Q H S E</b>
		Révision : 00 Date : 04/04/2014 Page 2 / 2	

**Références et terminologie**

<u>Documents d'entrée :</u>	<u>Documents de sortie:</u>
Référentiel OHSAS 18001 Norme ISO 9001 / ISO 14001	

**Terminologie :**

**Références normatives**

ISO 9001	ISO 14001	OHSAS 18001	MASE	VCA
	X			

**Destinataires**

<u>Services et / Processus concernés</u>											
Présidence	Logistique	R.H.	Achats	X Maintenance	D.A.F.	B.E.	Commercial	X Q.H.S.E	Conception et développement	Réaliser des prestations chez le client	X Réalisation de produits finis Réfractaire
										Réaliser des prestations outsourcées par le client	Réaliser des maintenances en fumisterie industrielle

Rédigé par : <b>Bernard GLAVIEUX</b> date	Approuvé par : <b>Grégory POLLET</b> date

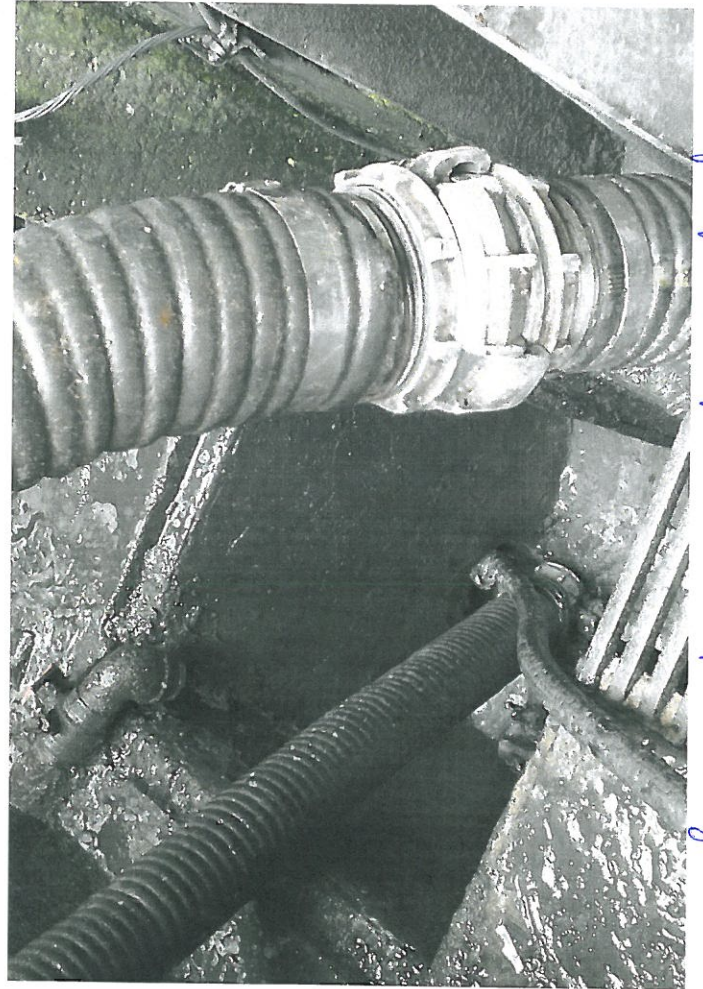
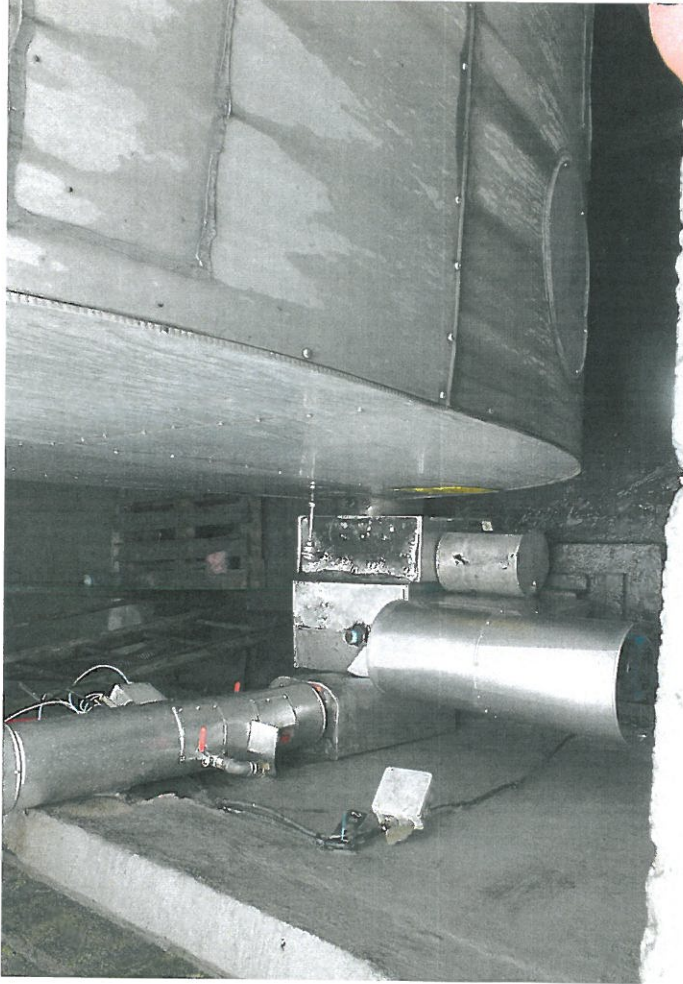
Nom du fichier : CT\_MTN\_Controlé et suivi des EIPS



pollution dans le ruisseau à la sortie du site



rejet du site dans le ruisseau



branchement dans un regard sans pluie.



présence de Noramox dans la cuvette de rétention de la Cuve 7



citerne n° 7 (Noramox)



citerne SITA en cours de pompage sur site



vue du haut de la citerne n° 7 (Noramox)



pollution du cours d'eau à 400m en aval du site



ressurgences d'eau en provenance du sol



ressurgence d'eau en provenance du sol



la mise en place d'un ballon gonflable pour confiner la pollution sur site.



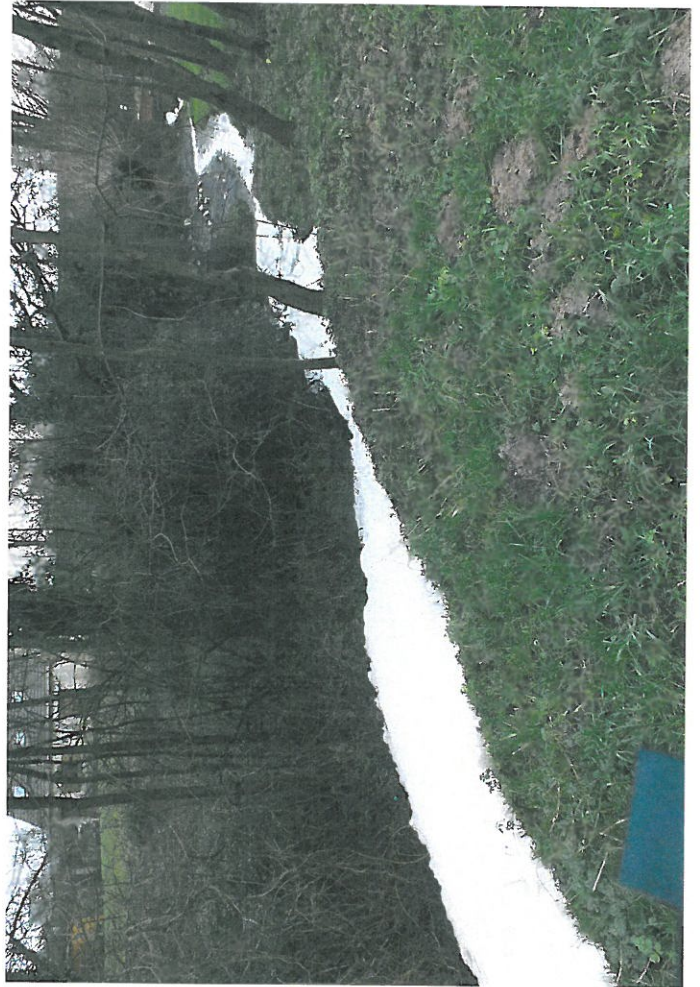
pollution des rivières à 400 m en aval du site





Annexe 4 (photos du 13/01/15) - feuille 3/3.

Pluie du niveau à 400m en aval du site





## ANNEXE 5

### Projet d'arrêté de mise en demeure

La société TRB dont le siège social est situé 7 avenue de Neuville à Nesles, est mise en demeure de respecter les dispositions suivantes de l'arrêté préfectoral du 02/01/1997 pour le site qu'elle exploite à la même adresse..

Article de l'arrêté préfectoral du 02/01/1997	Prescriptions	Délai à compter de la date de notification du présent arrêté
15.7.3 alinéa 5	<u>Stockage de résine formo-phénolique et Noramox</u> : L'exploitation du dépôt, notamment les approvisionnements se fera sous la surveillance d'une personne spécifiquement formée sur les dangers des produits agro-pharmaceutiques	8 jours
15.1.1	L'exploitant établit et tient à la disposition de l'inspecteur des installations classées la liste des équipements importants pour la sécurité. Les procédures de contrôles, d'essais et de maintenance des équipements importants pour la sécurité ainsi que la conduite à tenir dans l'éventualité de leur indisponibilité, sont établies par consignes écrites.	1 mois
15.1.3	Les systèmes de détection, de protection, de sécurité et de conduite intéressant la sûreté de l'installation, font l'objet d'une surveillance et d'opérations d'entretien de façon à fournir des indications fiables, pour détecter les évolutions des paramètres importants pour la sûreté et pour permettre la mise en état de sûreté de l'installation. Les documents relatifs aux contrôles et à l'entretien liés à la sûreté de l'installation sont archivés et tenus à la disposition de l'inspecteur des installations classées pendant une année.	1 mois





## ANNEXE 6

PREFET DU PAS-DE-CALAIS

**Projet d'arrêté préfectoral imposant à la société TRB des mesures d'urgence suite à l'accident  
intervenu le 12 janvier 2015 sur le site de production de masse de bouchage qu'elle exploite à  
NESLES**

LE PREFET DU PAS-DE-CALAIS  
Chevalier de la Légion d'honneur  
Chevalier de l'Ordre National du Mérite,

VU le code de l'environnement et notamment son article L.512-20.

VU la nomenclature des installations classées codifiée à l'annexe de l'article R.511-9 du code de l'environnement ;

VU le décret du 26/01/2012 portant nomination de M. Denis ROBIN, en qualité de préfet du Pas-de-Calais ;

VU les arrêtés du 11/08/1977, 02/01/1997, et 15/04/2003 accordant à la société TRB l'autorisation d'exploiter une installation de production de produits réfractaires sur le site de son établissement de Nesles ;

VU le rapport et les propositions de Madame la directrice de la DREAL par intérim, chargée de l'inspection des installations classées en date du XXXX ;

Considérant que la société TRB, exploite sur la commune de Nesles une installation de production de produits réfractaires ;

Considérant que le site est actuellement réglementé par les dispositions des arrêtés du 11/08/1977, 02/01/1997 et 15/04/2003 ;

Considérant que suite à l'accident intervenu le 12 janvier 2015 et ayant entraîné une pollution du cours d'eau longeant le site, il y a lieu d'imposer à l'exploitant la remise d'un rapport d'accident, la mise en sécurité du site et l'évacuation des déchets générés par l'accident ;

Considérant qu'il convient de conditionner le redémarrage de l'installation concernée à la remise du rapport d'accident et à la mise en œuvre des éventuelles mesures préventives que ce rapport pourrait préconiser ;

Considérant que l'urgence de la situation ne permet pas la présentation de cet arrêté aux membres au CODERST ;

## ARRÊTE

### **Article 1<sup>er</sup>** : Objet

La société TRB, ci-dessous dénommée exploitant, dont le siège social est situé 7 avenue de Neuville, 62152 Nesles, est tenue de respecter les dispositions du présent arrêté qui s'appliquent à l'établissement qu'elle exploite à la même adresse. Ces dispositions font suite à l'accident survenu le 12 janvier 2015 au niveau de la cuve 7 de stockage de Noramox.

### **Article 2** : Rapport d'accident

L'exploitant est tenu de fournir à l'inspection des installations classées, dans un délai de 15 jours à compter de la notification du présent arrêté, un rapport sur l'accident survenu le 12 janvier 2015.

Ce rapport précise notamment :

- les circonstances de l'accident,
- les causes de l'accident,
- la nature et l'extension des conséquences : effets sur les personnes et l'environnement (pollution atmosphérique, des eaux, des sols,...), quantité de déchets produite,
- les mesures mises en œuvre pour réparer les atteintes à l'environnement,
- les conséquences économiques (type et montant des dommages matériels, pertes d'exploitation ...),
- les mesures à mettre en œuvre pour la remise en service de l'installation en cause et le délai de réalisation de ces mesures ,
- les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou à long terme.

### **Article 3** : Protection de l'environnement et évacuation des déchets

Dans un délai de cinq jours à compter de la date de notification du présent arrêté, l'exploitant s'assure que le site ne porte pas atteinte aux intérêts visés à l'article L.511-1 du code de l'environnement.

Dans le même délai de cinq jours, l'exploitant procède à l'élimination de l'ensemble des déchets générés par l'accident, dans des installations dûment autorisées à cet effet et selon des filières adaptées à leur nature.

Des analyses sont réalisées en tant que de besoin, pour déterminer le caractère dangereux ou non des déchets et les filières de traitement adaptées.

Les justificatifs de cette élimination (bordereaux de suivis de déchets, factures...) seront tenus à disposition de l'inspection des installations classées.

### **Article 4** : Remise en service de l'installation

L'installation concernée par l'accident (dépotage de la cuve noramox n°7) ne pourra être remise en service qu'après :

- transmission à l'inspection des installations classées du rapport d'accident visé à l'article 2 du présent arrêté,
- mise en œuvre des éventuelles mesures correctives identifiées à la suite de l'analyse de l'accident.



**Article 5** : Délai et voies de recours

**Article 6** : Publicité

**Article 7** : Exécution



PRÉFET DE LA RÉGION  
NORD - PAS DE CALAIS

Direction Régionale de l'Environnement,  
de l'Aménagement et du Logement

UNITE TERRITORIALE DU LITTORAL  
Rue du Pont de Pierre  
BP 199  
59820 GRAVELINES

Affaire suivie par : Caroline TAIN  
caroline.tain@developpement-durable.gouv.fr  
Tél. 03 28.23.81.55 – Fax : 03 28.65.59.45

Gravelines, le - 3 FEV. 2015

Le Directeur

à

Monsieur le Directeur  
TRB  
7 rue de la Neuville  
62152 NESLES

**OBJET :** Visite d'inspection du 13/01/2015

**P. J :** Rapport d'inspection

Monsieur le Président Directeur Général,

Le 13/01/2015, une visite d'inspection de votre établissement a été réalisée par la DREAL suite à une déclaration d'accident ayant entraîné une pollution du ruisseau longeant le site.

Vous trouverez en annexe au présent courrier le rapport d'inspection et la synthèse des constatations effectuées (les non conformités et observations figurent en gras).

**Des constats effectués le 13/01/2015, il ressort de graves dysfonctionnements et notamment :**

- le non respect de la procédure de dépotage
- le manque de formation du personnel aux risques et aux consignes
- le suivi insuffisant des EIPS .
- une préparation insuffisante au situation d'urgence.

J'ai bien noté votre engagement, dans l'attente de la réfection complète des réseaux (échelonnée entre 2014 et 2016), de mettre en place sur le site des ballons gonflables permettant l'isolement des réseaux en cas de problème (délai : 11/02/2015).

Je vous rappelle que ce point a déjà fait l'objet d'une mise en demeure par arrêté préfectoral de mise en demeure du 08/08/2011. Tout manquement à cet engagement entrainerait la proposition des sanctions administratives et pénales prévues par le code de l'Environnement.

En conclusion les articles 15.7.3 alinéa 5, 15.1.1 et 15.1.3 de l'arrêté préfectoral du 02/01/1997 ne sont pas respectés.

Par conséquent, nous avons proposé à Monsieur le Préfet du Pas-de-Calais :

- en application de l'article L512-20 du Code de l'Environnement de vous demander la remise d'un rapport d'accident par arrêté d'urgence sans passage du CODERST ;
- en application de l'article L 171-8-I du Code de l'Environnement, de vous mettre en demeure de respecter les dispositions des articles 15.7.3 alinéa 5, 15.1.1 et 15.1.3 de l'arrêté préfectoral du 02/01/1997.

Les projets d'arrêté sont joints en annexes 5 et 6.

Je vous prie de bien vouloir me faire vos éventuelles observations sous 15 jours et m'indiquer dans le même délai les dispositions que vous comptez prendre pour répondre à l'ensemble des points soulevés.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Président Directeur Général, l'expression de mes salutations distinguées.

L'Ingénieur de l'Industrie et des Mines,

A handwritten signature in blue ink, consisting of several fluid, overlapping strokes that form a stylized representation of the name C. Tain.

C Tain